

On ne saurait mieux décrire l'attitude du gouvernement canadien dans toute cette affaire. Et la *Province* d'ajouter: «Ce doit être la chaleur». En effet, la *Province*, journal charitable, a su trouver une bonne excuse au ministre du Commerce, en invoquant à sa décharge la chaleur.

Il y a encore le très capable, très exact, très bien renseigné et intelligent éditorialiste financier de la *Gazette*, M. John Meyer. Je suis sûr que le ministre lit son article tous les matins, comme je m'efforce de le faire moi-même.

**L'hon. M. Fleming:** Sans profit.

**L'hon. M. Pearson:** Le ministre dit: «Sans profit». Le 13 septembre 1961, M. Meyer écrivait ceci:

Les nouvelles en provenance d'Accra, où le Conseil consultatif du Commonwealth en matière d'économie tient ses séances ont été décourageantes... Tout ce qui se fait à Accra ne sert qu'à accroître la conviction des pays d'outre-mer que les Canadiens sont incapables de se débrouiller seuls.

**L'hon. M. Fleming:** Et il manquait en cela d'exactitude, tout comme vos autres citations.

**L'hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, ce n'est pas que nous soyons incapables de nous débrouiller seuls, mais c'est que le gouvernement est incapable de veiller aux affaires du pays.

Le gouvernement voudrait maintenant à tel point oublier tout ce triste épisode et les critiques qu'il a suscitées, que chaque fois qu'on le lui rappelle, il crie à la «déloyauté», à «l'assassinat» ou «au mensonge patent».

**L'hon. M. Fleming:** Ou à des «insinuations libérales».

**L'hon. M. Pearson:** Mais leurs paroles ne se sont pas envolées, même si la conférence n'était qu'officiuse. Le ministre des Finances ne saurait nier qu'il a dit:

Nous estimons que le Royaume-Uni est trop profondément engagé dans cette affaire pour pouvoir jamais s'en retirer. Il s'est engagé sur une pente glissante.

Le ministre a-t-il dit cela, oui ou non?

**Une voix:** Pas de réponse.

**L'hon. M. Pearson:** Les ministres en cause ne sauraient nier avoir affirmé que sa participation au Marché commun poserait de graves dangers à la Grande-Bretagne et, au dire du ministre des Finances lui-même:

Les relations politiques au sein du Commonwealth en seront modifiées de fond en comble.

La réponse à cela a été donnée à Londres par M. Harold Macmillan, premier ministre du Royaume-Uni, le 31 juillet 1961, lorsqu'il a déclaré:

Je ne crois pas que l'apport de la Grande-Bretagne au Commonwealth diminue si l'Europe s'unit. Au contraire, je crois que sa valeur en sera accrue.

[L'hon. M. Pearson.]

Puis, il a ajouté qu'à son avis le choix entre le Commonwealth et le Marché commun ne se posait vraiment pas, et je dis que le gouvernement canadien a adopté une politique fautive et dangereuse en cherchant à faire croire qu'il s'agissait là d'un choix inévitable.

Cette façon puérile de réprimander et de rudoyer les Britanniques nous paraît d'autant plus renversante, si l'on songe à la façon dont le gouvernement actuel s'est comporté dans le domaine des relations canado-britanniques. On pourrait invoquer ce fameux détournement de 15 p. 100 du volume des exportations, qui a soulevé de si grands espoirs au Royaume-Uni, il y a quelques années, et qui est tombé tellement à plat. Il y a eu l'offre de libre-échange et la réponse stérile qu'y a faite le gouvernement actuel. Il y a cette politique de protectionnisme à coups d'épingles à un moment où l'équilibre de nos échanges avec le Royaume-Uni est tellement favorable.

Il n'est pas étonnant que M. Nigel Birch, ancien député et secrétaire économique du Trésor, ait déclaré en s'adressant à la conférence annuelle des conservateurs qui a eu lieu à Brighton l'été dernier:

Le régime des préférences a souffert depuis la guerre non pas parce que nous le voulions mais parce que les pays du Commonwealth eux-mêmes le souhaitaient. Voyez un peu ce qui s'est produit quand John Diefenbaker est devenu premier ministre du Canada. Il voulait augmenter de 15 p. 100 les importations en provenance de Grande-Bretagne. Nous étions enchantés. Nous lui avons offert tout, jusqu'à une union douanière complète. Et que s'est-il produit? Rien.

**L'hon. M. Fleming:** M. Birch s'est trompé! (Exclamations)

**M. Benidickson:** Tout le monde se trompe.

**L'hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, évidemment tout le monde se trompe, sauf le ministre des Finances.

**Des voix:** C'est cela!

**L'hon. M. Pearson:** Puis, s'est produit le regrettable épisode au sujet des consultations entre le Royaume-Uni et le Canada, quand la Grande-Bretagne a demandé à faire partie du Marché commun. On s'est plaint, en faisant beaucoup de publicité à cet égard, de ce que le gouvernement canadien n'avait pas été avisé de la ligne de conduite britannique et, plus particulièrement, qu'on ne lui avait pas fait tenir le texte complet du discours que M. Edward Heath avait prononcé le 10 octobre à Paris, mais un simple résumé.

Le gouvernement a monté l'affaire en épingle, il en a fait grand état, avec toute l'agitation confuse dont il fait preuve habituellement. Il en a fait grand état, il en